



Les États-Unis et la Colombie planifient l'attaque du Venezuela.

Rupture des relations avec la Colombie

Par [Eva Golinger](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 31 juillet 2010

31 juillet 2010

Le président Chavez a ordonné l'alerte maximale à la frontière entre le Venezuela et la Colombie après que le gouvernement Uribe ait lancé de graves accusations contre le Venezuela, notamment que le gouvernement Chavez abriterait des terroristes et un camp d'entraînement pour terroristes.

La Colombie prétend que le Venezuela abrite des « terroristes » des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et de l'Armée de libération nationale (ELN) et qu'il accueille plusieurs « camps d'entraînement de terroristes » près de la frontière qui sépare les deux pays.

Lors d'une session extraordinaire de l'OÉA au siège social de l'organisation à Washington, le 22 juillet, convoquée à la requête du gouvernement Uribe, l'ambassadeur de la Colombie Luis Alfonso Hoyos a présenté des images vidéos et télévisuelles prises d'ordinateurs confisqués durant l'invasion illégale d'une partie de l'Équateur le 1er mars 2008, au cours de laquelle ont été tués le chef des FARC Raul Reyes et une dizaine d'autres citoyens colombiens, équatoriens et mexicains. Hoyos a également présenté plusieurs cartes et photographies générées par ordinateur de prétendus membres des FARC à l'intérieur du Venezuela.

Pas de preuve réelle

Or, aucune des ces images n'a été vérifiée par des sources autres que celles du gouvernement colombien. La Colombie a également utilisé des images satellites prises grâce à Google Earth pour « prouver » qu'il y a une coordination des membres du FARC au Venezuela.

Les photographies offertes par Hoyos n'étaient pas authentifiées, ne portaient ni date ni heure, et on n'y voyait que des membres des FARC et de l'ELN dans différentes régions côtières et dans la jungle.

Le Venezuela et la Colombie sont séparées par une région montagneuse et une jungle et les deux bordent la mer des Caraïbes. Ils partagent un même climat et une même végétation.

L'ambassadeur du Venezuela à l'OÉA Roy Chaderton a dit qu'à son avis les photographies ont été prises en Colombie. « Pour moi, cela ressemble à la plage de Santa Marta », a-t-il répondu à l'affirmation de Hoyos à l'effet que la photo, sur laquelle on voit un membre des

FARC buvant de la bière sur la plage, a été prise à Chichirivichi, un village du Venezuela.

« Il n'y a aucune preuve que ces photos ont été prises à ces endroits », a dit Chaderton, ajoutant que la « preuve » offerte par la Colombie est « confuse, imprécise et non convaincante ».

L'armée vénézuélienne a vérifié et examiné soigneusement les endroits signalés et coordonnés présentés par l'administration Uribe jeudi dernier et n'y a trouvé aucun des « sites de terroristes » ou « camps d'entraînement » de guérilla.

En arrivant au premier endroit indiqué dans le rapport de la Colombie, censé être un camp d'entraînement de terroristes d'alias Ruben Zamora, l'armée vénézuélienne n'a trouvé qu'une ferme de bananiers, de yucca et de maïs. Au deuxième endroit, où devait se situer le camp du commandant des FARC Ivan Marquez, il n'y avait qu'un grand champ sans structure ou présence humaine.

Intervention internationale

En conclusion de son exposé flamboyant de deux heures, Hoyos a demandé une « intervention internationale » au Venezuela pour vérifier la présence de camps d'entraînement et a donné au Venezuela « un ultimatum de 30 jours ».

« La Colombie demande une commission internationale incluant tous les pays de l'OÉA qui se rendra au Venezuela pour vérifier chaque allégation des sites terroristes et de coordination », a-t-il dit, ajoutant : « Nous donnons au gouvernement vénézuélien 30 jours », sans toutefois préciser ce qui se produira ensuite.

Hoyos a accusé le gouvernement du Venezuela de faciliter le trafic de la drogue, le blanchiment de l'argent, la vente d'armes illégales, les attaques contre les forces armées colombiennes et est allé jusqu'à prétendre que le gouvernement Chavez « écrase toute opposition » au Venezuela et « ne respecte pas les principes de la démocratie ».

Or, il a également dit que son gouvernement ne serait pas disposé à entendre « les accusations et les insultes » du gouvernement du Venezuela.

La Colombie fait tout simplement écho à la position de Washington, qui accuse le Venezuela d'abriter et de donner refuge à des membres des FARC depuis sept ans. Mais le gouvernement étasunien n'a toujours pas, lui non plus, présenté de preuve à cet effet et se contredit souvent dans ses accusations, ce qui semble confirmer l'absence de preuves solides.

En mars 2010, le général du Southern Command (SOUTHCOM) des États-Unis Douglas Fraser a dit n'avoir vu aucune preuve de liens entre le Venezuela et les FARC. « Nous n'avons pas vu de liens spécifiques qui me permette d'attester d'un rapport direct entre le gouvernement et les terroristes », a-t-il déclaré lors d'une audience du Comité sénatorial étasunien.

Or, le lendemain le général Fraser a dit à la presse : « Il y a en effet des preuves historiques documentées de liens entre le gouvernement du Venezuela et les FARC. »

Il faisait sans doute référence aux gouvernements vénézuéliens précédents, comme celui de Carlos Andres Perez (1989-1993) ou de Rafael Caldera (1994-1998), qui avaient permis

l'établissement d'un bureau des FARC à l'intérieur même du palais présidentiel. Le président Chavez a fermé ce bureau lorsqu'il est arrivé à la présidence au début de 1999.

Cela pourrait aussi être une référence aux requêtes spécifiques de deux présidents colombiens, Andres Pastrana et Alvaro Uribe, demandant les services de médiation de Chavez dans la libération d'otages des FARC.

En septembre 2007, avec l'autorisation du président Alvaro Uribe, qui en avait fait personnellement la demande, le président Chavez avait accepté de jouer le rôle de médiateur pour obtenir la libération de plusieurs otages détenus par les FARC à l'intérieur du territoire colombien. C'est pour cette raison, et pour cette raison seulement, que Chavez avait rencontré le commandant des FARC Ivan Marquez et obtenu la libération de Claras Rojas et de Consuelo Ganzalez en janvier 2008.

Car à part ces situations, le gouvernement du Venezuela a toujours refusé d'entretenir des liens ou de soutenir les FARC ou toute autre armée, de la Colombie ou d'ailleurs.

Rupture des relations

Après l'intervention de la Colombie à l'OÉA, le président Chavez a annoncé la rupture complète des relations avec la Colombie.

« Cela me peine d'annoncer que nous allons rompre toutes les relations avec la Colombie. Nous n'avons pas le choix si nous voulons défendre notre dignité et notre souveraineté. »

Il a également ordonné à l'armée de protéger toutes les régions frontalières. « J'ai ordonné l'alerte maximale à nos frontières. Uribe est un mafioso et un menteur et il est capable de tout », a-t-il dit, rappelant que le président colombien a ordonné l'invasion du territoire de l'Équateur en 2008 et ensuite menti au président Rafael Correa au sujet de ce qui s'était produit.

Le Venezuela a accusé la Colombie d'avoir échoué à régler ses propres conflits intérieurs, dont la guerre civile qui dure depuis 60 ans et qui a un impact sérieux sur les pays voisins à cause de la violence et du trafic de drogue aux frontières. Plus de 4 millions de Colombiens fuyant la violence dans leur pays vivent aujourd'hui au Venezuela.

Le « spectacle » de la Colombie à l'OÉA semble s'inscrire dans un effort pour justifier une attaque préventive contre le Venezuela. L'année dernière, la Colombie a ouvert son territoire à sept bases militaires étasuniennes suivant une entente que les forces de l'air des États-Unis jugent nécessaire pour « mener une pleine gamme d'opérations militaires » partout en Amérique latine pour « combattre la menace constante que représentent les gouvernements anti-américains dans la région ».

Article original en anglais, US and Colombia Plan to Attack Venezuela, le 26 juillet 2010.

Traduit de l'anglais par [Le Marxiste-Léniniste](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Eva Golinger](#), Mondialisation.ca, 2010

Articles Par : [Eva Golinger](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca